

1998

38

PRÉVENTION DE LA VIOLENCE EN CLINIQUE DE L'ENFANCE*1er Colloque International sur la **Prévention**, 13 Décembre 1997.U.F.R. connaissance de l'homme. Groupe de recherche en psychologie de la santé
(Pr. C. de Tychey).Paru in : *Psychologie clinique et prévention*, sous la direction de Claude de Tychey, Éditions et applications psychologiques, 1998, pp. 53-61.

/.../ Parlons adolescents, c'est-à-dire cette couche fertile de la population dont le développement oriente ou obère, selon les circonstances, le devenir de l'ensemble du corps social. A ce sujet, ce qui domine le discours est une rengaine: « immaturité affective, intolérance aux frustrations, déni de la réalité, moi faible », toutes choses qui valent aussi bien pour leurs parents, à la virgule près. Par ailleurs, face à la montée de la délinquance juvénile on s'est aperçu qu'un des facteurs de sa production résiderait dans les conduites transgressives des adultes en position parentale qui les ont élevés. Tant il est vrai qu'un nombre croissant d'adolescents n'ont pour seul horizon que les modèles que constituent pour eux les substituts parentaux, à savoir les maîtres d'école et les éducateurs qui les prennent en charge.

Il y a là certes des mécanismes auto-entretenus qui crèvent les yeux dans les institutions dites médico-éducatives, et envers lesquels toute prévention semble futile.

Passé encore que nombre de mères n'aient plus d'autre relation à leur enfants que celle modalisée par l'identification projective, qui, avec le clivage et le déni, constitue leur seul moyen de défense lorsqu'elles sont « débordées ».

Qu'à terme elles n'inspirent plus confiance se comprend. Mais que se passe-t-il d'autre lorsque les éducateurs ou les infirmiers sont à leur tour « débordés », face aux passages à l'acte parfois violents, mais la plupart du temps insidieux, des adolescents dont ils ont la charge? Qu'ils soient tentés de « répondre » en miroir à ces atteintes dont ils sont la cible offerte est une dérive contre laquelle nulle formation, aussi complète soit-elle ne saurait les prémunir. D'où aussi le seul « traitement » qu'on sait leur opposer, à savoir la mise à pied, quand ce n'est pas la mise en examen. Il y a là des situations à proprement parler intolérables et où le trop ou trop peu de « prévention » se fait cruellement sentir. *Il y a certes la psychanalyse mais elle est devenue un « luxe » socialement proscrit.*

Un « état des lieux » serait ici nécessaire. Sait-on que dans le seul Premier Secteur de Psychiatrie Infanto-Juvenile de Mthe et Melle, au cours de l'année 1995, le nombre de lits a été réduit de 50 à 30, soit de 40%? A été supprimée ainsi une unité de soins pour adolescents créée à titre expérimental voici dix ans par le Dr Robert COHEN (hommage lui soit rendu), alors que des instructions ministérielles visent aujourd'hui à la généralisation de telles unités de réinsertion scolaire des adolescents en souffrance. Désormais ces adolescents sont « orientés » vers des établissements psychopédagogiques où règne la même pénurie de moyens et où le personnel n'est pas préparé pour les accueillir. Sait-on que le Ministère de la Justice n'accorde plus de temps de psychiatre pour ses ressortissants dans ces mêmes établissements et préconise leur prise en charge par le Secteur? Il y a ici comme ailleurs une faille entre pratique et théorie, une situation ubuesque, qui méritait d'être signalée.

On peut s'imaginer pouvoir circonscrire ces « débordements », de la g ente juvénile, cette jouissance qu'« il ne faut pas » (concept lacanien repris in : STOÏANOFF-NÉNOFF S., Trois fers sur l'enclume de l'objet petit 'a', *Le Bulletin Freudien*, 1997, n°29, pp.43-52, Revue de l'Association freudienne de Belgique) en prenant en compte la seule dimension du conflit, et puiser préventivement dans l'arsenal des techniques de conciliation et de suggestion, qui constituent le fond de commerce de l'art de persuader et de parle-mentir.

Or, les manifestations indésirables qui se produisent, notamment en institution, antécédent largement l'énoncé des données du conflit, et c'est la pratique du parle-mentir qui vient fondamentalement centrer l'énoncé de la contestation des jeunes. A partir du constat que « c'est tous des menteurs » j'en viens à la réplique qui convient sous la forme d'un « Je tape d'abord et on discute ensuite », seule méthode d'interaction réputée valide de nos jours parmi les adolescents dits « en difficulté ». Encore que ça puisse se perfectionner selon le modèle du « je te prends en otage et je te dicte mes exigences », modalité de diffusion récente, mais qui n'aura pas échappé au regard vif de ces jeunes esprits, soucieux de s'ouvrir aux pratiques sociales que leur enseignent en acte les adultes.

Ces adultes dont je suis frappé de voir combien peu consentent à l'honnêteté assumée, tant elle a la réputation d'être le symbole-même de la bêtise. Et puisque ce ne sont pas les occasions de contrevenir à la probité qui manquent dans notre monde, se laisser aller sur cette pente « selon ses pulsions », c'est déjà souscrire aux pratiques de la corruption et donc à la dérive maffieuse qui s'en nourrit. Ainsi, chaque acte de la vie courante signe la position éthique de chacun. /.../ Il est vrai que la déliquescence de l'esprit civique n'est pas cotée en bourse. Il reste qu'une des hontes de notre temps, la phobie scolaire, pourrait n'être, au fond et la plupart du temps, rien d'autre qu'une forme d'objection de conscience.

Les beaux esprits empaillés, naturalisés, à l'aide de poncifs sophistiqués, sont fondés, par conséquent, à ne voir dans le « malêtre adolescent », autre chose que « l'éternel retour du même », et soupirer d'aise au souvenir de leurs « erreurs de jeunesse ». Or ce regain d'indulgence est de nos jours obsolète, face à la révolte éthique des jeunes, et il ne saurait en tous cas avoir sa place dans une politique de véritable prévention. Car à l'aléatoire des dites « erreurs de jeunesse » d'antan, s'oppose aujourd'hui le nécessaire de la détermination des jeunes qui vous disent carrément qu'ils veulent être « dealer ». □a veut dire qu'ils ont choisi leur camp. Celui de la marginalité maffieuse où ils ont tout à gagner, et notamment le respect d'eux-mêmes et des autres, par l'entrée en jeu d'un « code d'honneur » qui désigne clairement l'ennemi, à savoir la police et ses entours dont nous, les soignants, faisons de plein droit partie. On voit ainsi resurgir à l'échelle d'une collectivité européenne le mythe du bandit d'honneur, pourfendeur des riches et protecteur des pauvres /.../.

Quant à leur avenir, qu'on nous peint aux couleurs de l'économie de marché, il n'est guère plus réjouissant que la réalité telle que la connaissent bien des enfants maltraités, à condition de se pénétrer de l'idée que l'enfant est d'abord un cyber-objet pour sa mère. C'est une façon comme une autre d'éviter l'expression inconvenante, voire honnie, d'« Ersatz du penis-neid », mais qui n'était en somme pas tellement impropre au regard de ses effets.

Cet objet à tout faire, et donc éventuellement objet à maltraiter, avait été correctement identifié depuis longtemps par certains, mais c'est au cours de la dernière décennie, et grâce à la « vidéosurveillance » des mères, qu'on a pu se rendre compte de l'incidence exacte qu'ont sur lui leurs désirs de mort /.../ (cf. SCHREIER H.A., LIBOW J.A., 1993, Hurting for love, *Munchhausen by proxy syndrome*, New-York, Guilford

Press).

Il se trouve que dans ma pratique, et notamment en institution, j'ai pu m'apercevoir des effets favorables sur l'évolution de tel ou telle « pathologie lourde », invoquée à propos de certains enfants et adolescents, susceptibles d'être scolarisés tout en étant hospitalisés, d'une politique de la parole, à quoi le collectif, qu'on nomme communément « équipe soignante », a été particulièrement sensible. Je saisis là l'occasion de rendre hommage à ceux et celles qui ont ainsi manifesté leur vraie solidarité envers les enfants en souffrance. Mais je doute qu'une telle politique puisse trouver des conditions favorables pour être étendue aux dimensions d'une véritable politique de prévention. Car un service de soins, ou une filière active, se doivent de produire des résultats visibles, et notamment aux yeux des autres patients de manière à entretenir un espoir de guérison toujours prêt à s'évanouir.

Par ailleurs, sur le plan de la pédagogie, on continue de mentir à tout propos aux enfants, mais aussi aux vieillards et aux plus démunis, pour leur bien -dit-on-, sans se soucier des conséquences. Ces manœuvres indécrites, voire rusées, qu'on n'ose qualifier de mensonges, peuvent être d'une banalité cruelle quant à ce que l'on promet et qu'on sait ne pas pouvoir accorder. Mais elles revêtent une extrême gravité lorsqu'elles concernent la réalité de la filiation, celle du sexe (souvent biaisée par les vœux inconscients des parents), ou celle des événements majeurs de l'existence, et tout spécialement la mort. Enfin, et ceci vaut pour toutes les « thérapies » qui fleurissent chaque jour ici ou là, voire se réclament encore d'une inspiration analytique, nulle injonction thérapeutique ne pouvant prétendre porter ses effets lorsque les conditions minimales de confiance ne sont pas requises pour qu'elle soit « entendue ». Dire que l'enfance ne s'épanouit que dans la stabilité, et d'abord dans la stabilité relationnelle, est certes un truisme, mais il convient ici de le rappeler. Cette stabilité doit comporter aussi l'espoir d'une réalisation de soi-même, ce qui n'est pas donné à tous. Un brin de folie, voire de poésie, aide, mais ce genre d'ingrédient s'accommode mal de l'hyperréalisme ambiant. Certains en sont conscients au point de crier « vive l'irrationalité! ».

Une politique de prévention en matière de santé, et tout spécialement en matière de santé mentale, risque de servir au mieux d'alibi à l'impuissance qui guette les réformateurs de tous temps, dans leur hâte d'anticiper sur la roue de l'histoire, que d'autres observent sagement, en attendant qu'elle tourne du bon côté. Que dire du fantasme d'un prochain accès au « monitoring interne » de chacun, clairement exprimé dans le livre de Christopher FRITH (1996, *Neuropsychologie cognitive de la schizophrénie*, PUF), et qui réglerait une fois pour toutes nos efforts en vue d'une prévention en matière de santé mentale?

On ne peut exclure en effet que les communautés humaines, à l'instar des populations cellulaires, bénéficient d'un cycle d'autorégulation (cf. VARELA F., THOMPSON E., ROSCH E., 1993, *L'inscription corporelle de l'esprit* (sciences cognitives et expérience humaine, Seuil).

Ici le clivage des opinions est du ressort de l'idée que l'on se fait de l'exercice du pouvoir et de la capacité de la mécanique sociale à recycler ses ratages et à réutiliser ses propres sous-produits /.../. Il serait absurde toutefois de minimiser les efforts faits dans ce sens, et notamment dans des domaines de la santé qui n'ont pu être évoqués ici-même.

Pourtant, il s'agit là d'un acquis positif quasi méthodologique de ce que sur le plan de la psychanalyse on nomme castration, chose qui ne saurait consoler qui que ce soit, mais n'en constitue pas moins une limite accessible à chacun. Limite qu'il sera libre d'effacer au gré du surgissement de quelque fantasme nouveau.

Résumé

Une politique de prévention en matière de santé mentale, notamment dans le domaine de l'enfance et de l'adolescence se heurte à l'inertie propre au réseau social. Rien n'indique que le « bricolage » de tel ou tel carrefour ne viendra pas créer de nouveaux abus. Inconduites qui semblent se moquer du bras séculier médico-psychologique de la justice et de ses in-jonctions. « Prévenir » est ici affaire d'une politique de la parole, afin de réintégrer au savoir les « motifs de vérité et de justice » propres à toute subjectivité.